

USAID – STOCKTAKING EXERCICE

**UTILISATION DES CONNAISSANCES LOCALES POUR
UNE MEILLEURE APPROPRIATION DES PROJETS
PAR LES COMMUNAUTES ET UN DEVELOPPEMENT
DURABLE : ETUDES DE CAS SUR TROIS APPROCHES
PARTICIPATIVES A MADAGASCAR**

**ADRA – CRS/MG – ERI
Septembre 2008**

TABLE DES MATIERES

RESUME	4
INTRODUCTION	6
I. CONTEXTE ET GENERALITES	6
II. LES ZONES D'INTERVENTION.....	8
1. Localités de mise en œuvre.....	8
2. Les parties prenantes.....	9
3. Les contraintes de mise en œuvre des approches.....	10
III. ETUDE DES EXPERIENCES SUR LES APPROCHES	10
I. A Le FARMER FIELD SCHOOL (FFS) et le « PAYSAN – PAYSAN » ..	10
1. Description des Approches	10
2. Mise en œuvre et suivi évaluation de l'approche.....	12
3. Résultats	13
4. Analyse des expériences	16
5. Réflexions	17
5.1 De quoi a-t-on besoin pour obtenir l'appropriation ?	17
5.2 Les résultats réels face à ceux prévus	18
I. B APPROCHE TERRITORIALE.....	18
1. Description de l'Approche territoriale.....	18
2. Mise en œuvre et suivi évaluation de l'approche.....	20
3. Résultats partiels	20
4. Réflexions	22
4.1 Expertises techniques et connaissances locales : faut-il un équilibre ou un mixage ?.....	22
4.2 Selon notre analyse, quelle serait la meilleure solution pour assurer l'appropriation ?.....	23
I. C APPROCHE DEVIANCE –POSITIVE / FARN.....	23
1. Description de l'Approche.....	23
2. Mise en œuvre et suivi évaluation de l'approche.....	24
3. Résultats	25
4. Réflexions	26
IV. SYNTHESE DES ANALYSES ET REFLEXIONS	27
1. Limites des études.....	27
2. Expertises techniques et connaissances locales : faut-il un équilibre ou un mixage ?.....	27
3. Selon notre analyse, quelle serait la meilleure solution pour assurer l'appropriation ?.....	28
4. L'appropriation conduit-elle à la pérennisation du développement?.....	28
V. CONCLUSION et RECOMMANDATIONS.....	29

ACCRONYMES

ADRA : Adventist Development Relief Agency

AT : Approche Territoriale

CRENI – CRENA : Centre de Récupération Nutritionnelle Intensive – Ambulatoire

CRS/MG : Catholic Relief Services Madagascar Country Program

DP/FARN : Déviance Positive / Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation
Nutritionnelle

DSRP : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté

EDP : Enquête Déviance Positive

ERI : Eco Regional Initiatives

EMAD : Equipe de Management de District (Sanitaire)

FAO : Food Agriculture Organization

FdF : Formation des Formateurs

FFS : Farmer Field School

FIDA : Fonds International pour le Développement de l'Agriculture

IPM : Integrated Pests Management

MAP : Madagascar Action Plan

MinSanPFPS : Ministère de la Santé, du Planning Familial et de la Protection Sociale

OCDE (OECD) : Organisation Commerciale pour le Développement Economique

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PM : Paysan Modèle

PNVA : Programme National de Vulgarisation Agricole

PNDR : Politique Nationale pour le Développement Rural

SRI : Système de Riziculture Intensive

SRA : Système de Riziculture Améliorée

UCV : Unité de Collecte et de Vente

RESUME

Tout le monde convient que les projets ou programmes de développement sont élaborés de façon à répondre à des besoins précis des communautés dans un temps souvent limité qui dépasse rarement les 5 ans. Les obligations de résultats durant le temps imparti pour la mise en œuvre souvent assez court amènent les gestionnaires des programmes, y compris les Bailleurs de fonds et les Organismes de mise en œuvre, à identifier des méthodes et outils efficaces pour s'assurer que les objectifs soient atteints. Avec le temps, les méthodes évoluent selon les organismes de mise en œuvre mais la principale préoccupation de tous reste « **la pérennisation** » des actions de développement entreprises au niveau des communautés cibles.

Généralement, les méthodes pratiquées sont complexes parce que celles-ci sont élaborées par des techniciens ou même des experts et quelque fois elles sont dupliquées d'un pays à l'autre ou d'un projet à l'autre. Cependant, le niveau de technicité des « pratiques améliorées » concoctées par les agents de projets contraste avec le faible niveau d'instruction des populations locales qui en sont les destinataires. De plus, leur mise en œuvre se heurte au contexte local où le poids des us et coutumes hérités des ancêtres est encore lourd et freine l'assimilation et l'appropriation des innovations techniques que ces projets veulent implanter. Comment alors agir sur la pérennité des actions de développement malgré ces contraintes ?

Convaincus du fait que l'on ne pourrait avoir un développement durable sans la prise de conscience des communautés cibles en tant qu'acteur principal et premier bénéficiaire du développement, les ONG qui mettent en œuvre les projets sont obligés de trouver une solution pour faire face à cette réalité. Force est d'admettre que cette notion « **d'appropriation** » tient une place prépondérante dans tout le processus de réalisation des projets si l'on veut que les actions de développement soient vraiment assimilées et continuées par les paysans. Les ONG qui s'expriment dans cet article sont d'un commun accord que l'appropriation est un moyen de parvenir à la pérennisation du développement.

Pourtant, l'appropriation est une attitude et un état d'esprit. Sa réalisation dépend en grande partie de la disposition que les paysans veulent prendre et non de celle du Projet. L'appropriation peut être engendrée par divers facteurs comme les notions de priorité et de préférence, d'appartenance ethnique, de valeurs culturelles etc. mais compte tenu de la vision plus technique des agents de projet cette étude préfère considérer la notion « **de connaissance locale** ». Dans le contexte de cet article, la connaissance locale se définit comme l'ensemble des connaissances et expériences que les paysans détiennent, relativement à un domaine quelconque de leur vie comme l'Agriculture, le commerce, la santé etc. Elle exprime d'une certaine manière la façon dont les paysans adaptent leur pratique et mode de vie au contexte socio-économique et environnemental local.

Comment réaliser l'appropriation ? La notion « **de participation** » est un des moyens que les ONG ont trouvés pour y accéder. Dans le cadre de cet article, la participation constitue le fondement même des approches participatives que les ONG comme le ERI, le ADRA et le CRS/MG mettent en œuvre pour réaliser leur programme de **sécurité alimentaire**. Les approches telles que le Farmer Field School (F.F.S) et le Paysan-paysan en Agriculture, l'Approche Territoriale (A.T) en Marketing Agricole et la Déviance

Positive/Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (D.P/F.A.R.N) en Santé et Nutrition sont autant de méthodes participatives pratiquées par ces ONG Les informations qui sont relatées dans cette exercice émanent principalement des ces trois ONGs et reflètent leurs vécus.

Ainsi, à travers les expériences concrètes par ces trois ONG dans l'**Agriculture, le Marketing Agricole** et **la Santé/ Nutrition**, et se basant sur les données de suivi évaluation quantitatives et qualitatives disponibles, on connaît mieux l'importance de l'aspect appropriation pour assurer la continuité et la pérennisation des actions de développement au sein des communautés. En outre, des analyses et réflexions de ces expériences montrent combien est-il nécessaire de considérer les connaissances locales des paysans pour susciter leur intérêt aux innovations que les projets veulent introduire et d'inciter à l'appropriation du développement. Plus précisément, il s'agit de concilier les expertises techniques aux connaissances locales pour qu'il n'y ait pas trop d'écart technologique entre les pratiques locales et les pratiques améliorées. Ainsi, ces pratiques améliorées qui n'écartent pas complètement les valeurs et principes des paysans sont plus à leur portée.

INTRODUCTION

Pourquoi la participation de la communauté locale constitue-t-elle un facteur essentiel dans le développement durable ? Par rapport à cette exigence, quelle place nous accordons aux connaissances locales ? Ce sont autant de questions qui méritent d'être approfondies pour comprendre le mécanisme d'accéder au développement durable.

Pour les paysans, l'appropriation est l'attitude engendrée par le sentiment d'être les premiers concernés par les initiatives menées au sein de leur communauté par les ONG à travers les différents Programmes de développement. Elle incite plus d'engagement de la part du groupe cible afin qu'il puisse se prendre en main et se passer progressivement de l'assistance extérieure.

Les connaissances locales se définissent comme l'ensemble des savoirs et expériences que les paysans détiennent, relativement à un domaine quelconque de leur vie comme l'Agriculture, le commerce ou la santé. Elle exprime d'une certaine manière la façon dont les paysans adaptent leur pratique et mode de vie au contexte socio-économique et environnemental local.

Afin de répondre aux questions ci-dessus, et à travers des analyses et réflexions sur les approches utilisées sur terrain, cet article a pour objectif une meilleure compréhension de l'importance de l'appropriation dans les projets de développement et de souligner quelques lignes de recommandations pour améliorer les interventions futures dans le développement.

Cet article consacrera sa plus grande partie dans une étude descriptive où il y a mention des résultats obtenus et des analyses basées sur les expériences de ADRA¹, ERI² et CRS/MG³ sur les différentes approches pratiquées sur le terrain. Ensuite, une réflexion sera menée pour mettre en exergue les points saillants de chaque approche avec un appui sur les aspects de valorisation des connaissances locales et l'appropriation afin qu'on puisse tirer quelques recommandations pour les futures interventions à la conclusion.

I. CONTEXTE ET GENERALITES

Madagascar, avec ses 80% d'agriculteurs dans le secteur actif fait partie des pays les plus pauvres dans le monde. La sécurité alimentaire de sa population reste un problème d'actualité. Les aides accordées par différents bailleurs internationaux, en majorité concentrés sur la sécurité alimentaire et le développement rural, n'ont pu résoudre le problème de pauvreté auquel fait face la population. Ce fait est doublement aggravé par les effets des catastrophes naturelles récurrentes sur l'île tels les cyclones et la sécheresse. Le poids de la pauvreté est tel que les paysans surexploitent les ressources naturelles existantes au moyen des techniques ancestrales peu productives comme la culture sur brûlis et ne se préoccupent pas de la préservation des richesses naturelles du pays.

Dans les années 80 et 90, les appuis du Fonds International pour le développement de l'Agriculture (FIDA), et du Programme National de Vulgarisation Agricole entrepris par

¹ Adventist Development Relief Agency

² Eco Regional Initiatives

³ Catholic Relief Services Madagascar Country Program

le gouvernement malgache (PNVA) pour propulser la production agricole n'ont pu aboutir aux résultats recherchés, surtout en termes de rendements et de pérennisation des acquis. **Plusieurs paramètres étaient à revoir, entre autres les approches de vulgarisation non adaptées au contexte local, l'inefficacité des agents du PNVA** qui n'ont pu répondre qu'en partie aux attentes de la population rurale du fait de l'étendue de leur zone d'intervention.

Face à cette situation, des efforts ont été déployés par les bailleurs de fonds et le gouvernement malgache pour chercher les meilleures stratégies afin d'aboutir à un développement adapté pour la population. Les notions de participation et de connaissance locales dans le processus de développement sont à considérer pour éviter que les activités ne s'arrêtent et la production agricole ne diminue, au terme des actions entreprises à travers les Projets. **Autrement dit, l'assistance technique n'a pas vraiment apporté les résultats attendus et échappe à l'aspect de pérennisation des actions.**

La population rurale n'arrive pas toujours à couvrir ses besoins primaires, elle se trouve dans une situation de précarité et est devenue de moins en moins capable d'assurer sa survie. Avec un pouvoir d'achat très limité, les paysans ont du mal à se procurer des intrants nécessaires pour améliorer leur production agricole. Faute d'encadrement technique suffisant, ils ont simplement mais « fièrement » eu recours à leur savoir faire et connaissance traditionnelle qui, malheureusement se trouve quelque peu dépassée face à l'évolution des technologies de production agricole actuelle. **Ainsi, les paysans se sentent de plus en plus délaissés et se renferment sur eux-mêmes ; ceci aurait entraîné une certaine passivité et un certain attentisme de leur part.**

En 2003, le gouvernement malgache a publié son Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), **fruit d'un processus participatif** qui a impliqué de nombreux acteurs de la société malgache; l'administration, les élus, les parties politiques, les opérateurs économiques, la société civile, les organisations non gouvernementales, et les groupements professionnels et confessionnels.

En 2007, le Madagascar Action Plan (MAP⁴) lui succède pour la période de 2007-2012. Il décrit la nouvelle stratégie du gouvernement pour stimuler la croissance économique, réduire la pauvreté, et atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. **Ces plans sont basés essentiellement sur l'engagement de tous les acteurs concernés, y compris les communautés rurales les plus vulnérables qui ont, elles aussi, participé à son processus d'élaboration.** De concert avec ce MAP, la Politique Nationale pour le Développement Rural (PNDR) a été élaborée pour arriver à un développement durable qui permettra aux familles rurales d'échapper à la pauvreté et de s'améliorer sur le long terme.

Cadrant avec les objectifs de ce MAP, tout **en respectant la notion des 3P, Partenariat Public Privé, différentes ONG comme ADRA, ERI, et CRS/MG ont œuvré pour le** développement durable du monde rural malgache. Pour ce faire, elles ont préconisé **l'utilisation d'approches participatives dont le Farmer Field Schools (FFS) et l'approche Paysan modèle en matière d'agriculture, l'Approche territoriale en marketing agricole et l'approche Déviance positive (DP/FARN) en matière de santé**

⁴ Le MAP décrit les priorités du Gouvernement Malagasy jusqu'en 2012 ainsi que ses engagements pour le développement du pays. Le MAP comprend 8 engagements et le développement rural est dans l'engagement numéro 4.

et nutrition. Le participation reste l'élément de base pour ces différentes approches, au centre desquelles la communauté joue un rôle important dans l'atteinte des objectifs du développement durable.

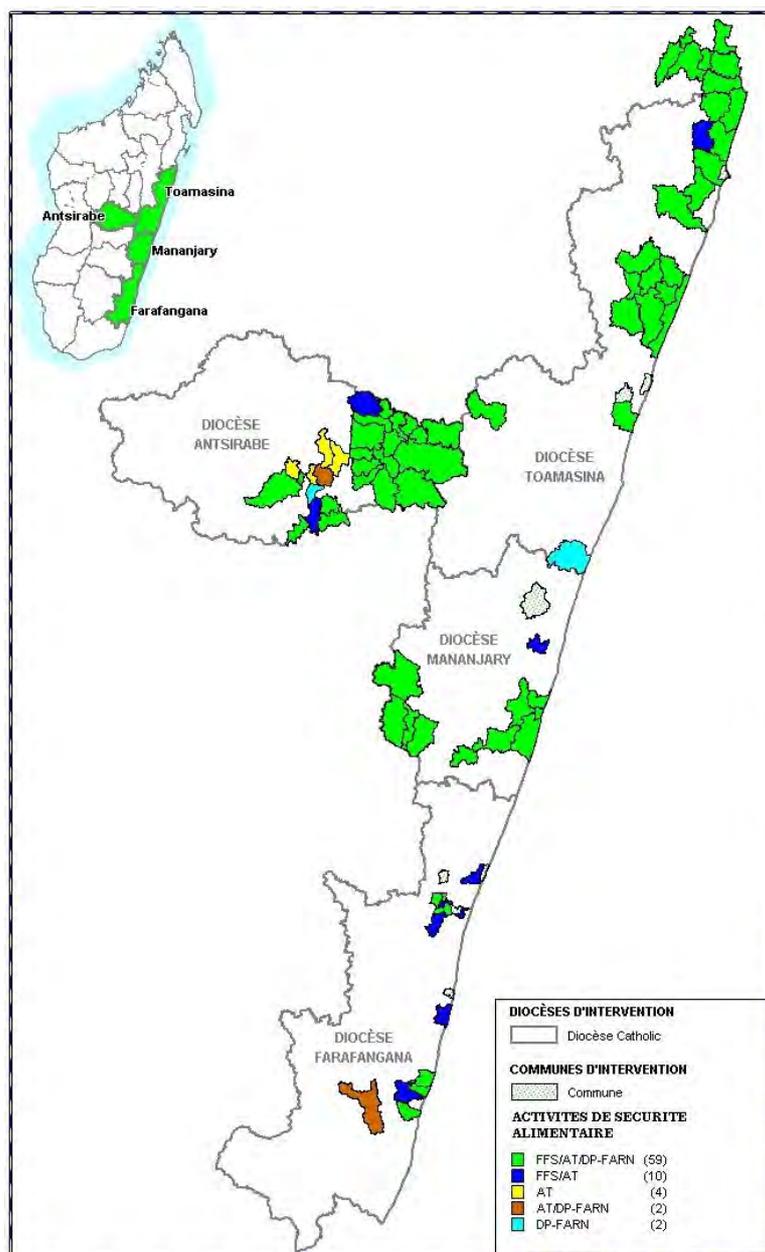
II. LES ZONES D'INTERVENTION

1. Localités de mise en œuvre

CRS/MG a mis en œuvre l'approche FFS au niveau de 5 Régions : Atsimo Atsinanana (diocèse de Farafangana), Vatovavy Fitovinany (diocèse de Mananjary), Vakinankaratra (diocèse d'Antsirabe), Atsinanana (diocèse de Toamasina) et Analanjirofo (diocèse de Fenerive Est). L'approche territoriale a été également mise en œuvre au niveau de ces mêmes régions en plus des régions d'Alaotra Mangoro et d'Anosy (Voir la carte ci-après).

Pour le ERI, l'approche FFS a été mise en œuvre dans les écorégions de Toamasina et Fianarantsoa. Le nombre des groupes constitués est passé de 41 à 102, entre 2006 et 2008.

Pour ADRA, les sites d'intervention sont localisés dans les 173 Fokontany repartis dans les 26 Communes des districts de Moramanga et Anosibe an'Ala.



Carte 1 : Les zones de mise en œuvre du FFS, de l'Approche Territoriale et de la DP/FARN (Source : Suivi évaluation, CRS/MG, 2007)

2. Les parties prenantes

Les parties prenantes sont :

- les paysans cibles, les groupes FFS et les paysans modèles ;
- les autorités locales (administratifs, religieuses et traditionnelles) dans les communautés d'intervention ;
- les coopératives Koloharena qui ont la charge de mettre en place et d'assurer le suivi des groupes cibles (cas de ERI, qui intervient dans le domaine de la structuration du milieu et de l'appui à la production agricole ;
- les paysans vulgarisateurs et paysans animateurs qui animent les groupes ;

- les Partenaires de mise en oeuvre qui sont constitués d'équipes de proximité et d'équipe de supervision centralisée au niveau des Diocèses (cas CRS/MG) ;
- les services techniques, autorités régionales et organismes d'intervention au niveau des Régions d'intervention ;
- les équipes de supervision de CRS/MG, ADRA et ERI ;
- les membres des structures décentralisées du MinSanPFPs (EMAD, Personnel des centres de santé de base) ; et
- les membres du comité de santé villageois

3. Les contraintes de mise en œuvre des approches

La mise en œuvre de ces différentes approches a connu quelques contraintes à savoir :

- Un faible niveau d'éducation qui limite l'assimilation des paysans ;
- Des zones d'intervention très vastes et nécessitant plus de ressources pour assurer un suivi optimal ;
- Une accessibilité réduite pour certains sites d'intervention ;
- Un manque d'implication des autorités locales qui est aussi limitée par les moyens. Il en est de même pour les services techniques déconcentrés.

III. ETUDE DES EXPERIENCES SUR LES APPROCHES

Comme mentionné dans l'introduction, il convient de présenter les différentes approches pratiquées pour comprendre la place de la participation des paysans dans le processus de développement que les différentes ONG réalisent à travers leurs Programmes respectifs.

I. A Le FARMER FIELD SCHOOL (FFS) et le « PAYSAN – PAYSAN »

1. Description des Approches

Dans le but d'augmenter la production agricole, ADRA, ERI et CRS/MG ont respectivement utilisé l'approche Paysan –Paysan, et FFS pour vulgariser les techniques agricoles.

1.1 Le Farmer Field School ou F.F.S

Le **FFS** a été pratiqué à l'origine par des paysans d'Indonésie pour trouver une solution aux problèmes de ravageurs de culture dans le cadre de l'Integrated Pests Management (ou I.P.M). Le FFS consiste à l'auto analyse et réflexion menée par un groupe de producteurs qui sont concernés par un problème commun.

Introduite à Madagascar par le FAO⁵ en milieu des années 90, cette approche comprend quelques éléments fondamentaux qui ont été retenues dans la pratique par le CRS/MG à savoir :

⁵ Food Agriculture Organization

- L'amélioration des pratiques paysannes sur des spéculations déjà pratiquées par ces derniers ;
- La réalisation des recherches au niveau de groupes de 25-30 producteurs ;
- La présence d'un animateur qui anime le groupe, facilite les discussions et incite aux réflexions ;
- La réalisation de réflexions de groupe régulièrement (une fois par semaine) ;
- La durée d'un cycle FFS est celle d'un cycle cultural complet de graine à graine ;
- La réalisation d'une étude comparative entre les anciennes pratiques et les pratiques test et d'une analyse économique simple des résultats de la production ;
- La sélection d'un ou plusieurs facilitateurs communautaires à la fin du cycle pour prendre le relais et pérenniser l'approche.

L'approche adoptée par ERI est également basée sur la méthodologie FFS préconisée initialement par le FAO notamment sur le principe de valorisation des savoir-faire locaux afin d'en faire bénéficier un plus grand nombre de paysans.

1.2 L'approche « paysan-paysan »

L'approche «**paysan - paysans**» ou également « **paysan modèle** » pratiquée par l'ADRA est une approche misant sur la communication de paysan à paysan. Les paysans communiquent mieux entre eux.

ADRA demande à la communauté de désigner des paysans de leur village. Cette démarche confère la crédibilité à ces derniers. Et c'est le critère principal. La possession des terrains pour pouvoir faire des applications et le niveau d'éducation sont également des critères à considérer.

La formation comprend trois parties :

- 1) à savoir la formation au centre de formation pendant une semaine ;
- 2) la formation théorique réalisée au chef lieu de la commune ; et
- 3) la formation pratique réalisée au village même des paysans.

Pour assurer un maximum d'assimilation, la formation est répartie tout au long de l'année, et réalisée en accord avec le calendrier cultural pour que les paysans modèles puissent appliquer tout de suite ce qu'ils ont appris.

A leur tour, les paysans modèles doivent choisir deux paysans à parrainer et à encadrer. Il s'agit des « godsons ». Avant de participer à la formation, les paysans proposés par la communauté signent un engagement écrit de pratiquer et de partager avec ces voisins, les membres des groupements, et les associations tout ce qu'ils ont appris durant la formation.

Des remises à niveau annuel sont réalisées pour renforcer la capacité des paysans modèles. De plus, ils se réunissent trimestriellement avec les agents de terrain qui les encadrent pour discuter autour des thèmes techniques.

Cette démarche participative a été adoptée lors de la mise en place de l'approche « paysan modèle » afin de s'assurer que les techniques agricoles améliorées soient acquises et pratiquées au niveau de la communauté paysanne dans la zone d'intervention.

La participation de la communauté est considérée comme la carte maîtresse de l'appropriation des techniques agricoles dans la communauté d'intérêt. La pérennisation du produit du programme de développement ne pourrait pas être acquise sans la participation effective de toutes les parties prenantes, incluant la communauté (AusAID, 2000).

2. Mise en œuvre et suivi évaluation de l'approche

Afin de mener à bien cette méthode, le CRS/MG a d'abord formé les agents responsables de suivi. Ces agents ont bénéficié d'une formation sur l'approche FFS et sur la formation des formateurs (FdF). Ensuite, les facilitateurs destinés à l'accompagnement des paysans sur le terrain ont eu des formations spécifiques sur diverses spéculations agricoles comme le système de riziculture intensif (SRI) et le petit élevage (élevages de volailles, pisciculture, apiculture, élevage porcin).

Sa mise en œuvre passe par quelques étapes essentielles à savoir :

- une étude préalable du contexte où se trouve la communauté à appuyer au moyen d'une Méthode Accélérée de Recherche Participative ;
- l'introduction dans les communautés au moyen d'une visite de courtoisie des autorités locales suivi d'études thématiques de proximité pour l'hierarchisation des problèmes ;
- la constitution des groupes et l'élaboration des curricula FFS, l'étude de l'écosystème de culture et le choix de terrain, la tenue des réunions de réflexion hebdomadaire ;
- l'évaluation du cycle FFS et la sélection des facilitateurs locaux ;
- la diffusion des acquis techniques et la graduation des paysans dynamiques au moyen de la journée FFS.

Pour l'ERI, la sensibilisation et la mise en marche des FFS ont été assurées au début par des prestataires, mais relayés plus tard par les organisations paysannes, à savoir les coopératives Koloharena, avec la participation des paysans vulgarisateurs et paysans animateurs. Un partage d'expériences débute généralement la discussion de groupe et les thèmes sont fixés par les paysans eux-mêmes. Les thèmes ont porté sur plusieurs spéculations comme le riz, le manioc, la pisciculture etc. Chaque groupe est constitué de 10 à 15 personnes selon la zone et la thématique. Pour le démarrage des activités, ERI apporte des appuis en intrants et éventuellement en supports didactiques (pagivoltes thématiques). Le cycle est souvent de un à deux campagnes culturelles. Récemment, le FFS était prévu pour être associé à la Maison Koloharena où des sites de démonstration paysanne ont été mis en place.

Système de suivi évaluation

Le système de suivi est composé de rapportage et de suivi sur terrain.

Les partenaires et les animateurs FFS assurent les suivis et l'exécution des réunions hebdomadaires. L'ensemble général des activités par rapport aux normes, objectifs et résultats attendus est sous la supervision de CRS/MG.

Les paysans modèles de chaque site se réunissent mensuellement avec l'agent de terrain encadreur pour planifier ensemble les activités à réaliser dans leur village et de répartir ainsi les tâches pour ADRA.

Le suivi est assuré par les organisations paysannes (Coopératives Koloharena) sous la supervision de ERI.

3. Résultats

Pour l'Approche FFS, les connaissances techniques acquises par les ménages durant les séances de FFS se reflètent sur l'impact au niveau de leur système de production même. En effet, le changement de comportement de l'individu est traduit par le taux d'adoption des nouvelles techniques qui sont maîtrisées et qui doivent entraîner (si le processus suit les normes exigés) un impact sur l'augmentation de la Production selon les spéculations adoptées.

La figure suivante illustre cette adoption par les ménages des connaissances acquises durant les séances de FFS.

Figure 1. Evolution du nombre de paysans ayant adopté les techniques nouvelles par le biais du FFS (Source : Rapport de Revue annuelle, CRS/MG, 2007)

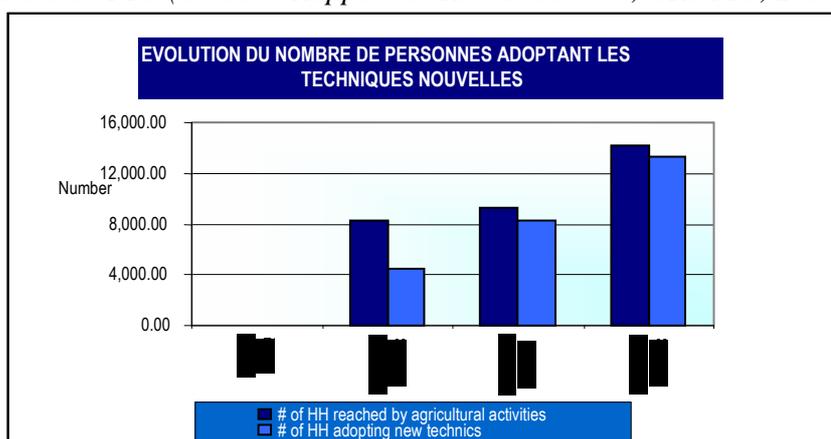


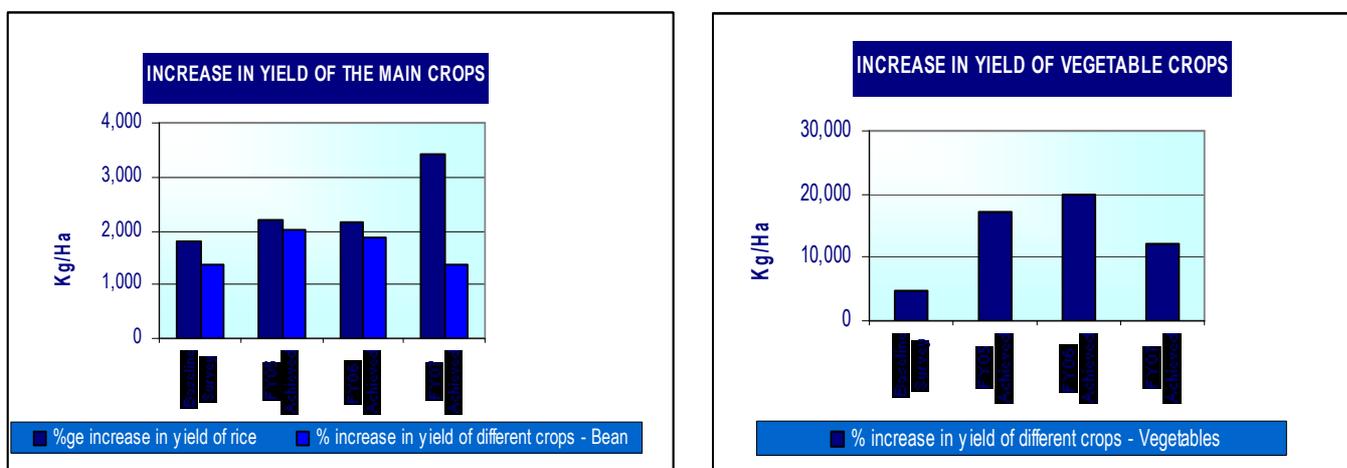
Tableau 1. Evolution du nombre de ménages adoptant les techniques nouvelles (Source : Rapport de Revue annuelle, CRS/MG, 2007)

Indicator	Baseline Survey	FY05 Achieved (cumul)	FY06 Achieved (cumul)	FY07 Achieved (cumul)
# of HH (ménages) reached by agricultural activities	0.00	8,314	9,293	14,157
# of HH (ménages) adopting new technics	0.00	4,480	8,299	13,325

Ce tableau traduit le changement de comportement après le transfert de technologie par le biais de l'Approche FFS. Cependant, l'efficacité ne peut se traduire qu'avec les impacts ressentis par les ménages entre autre l'accroissement effectif de leur production.

La figure suivante montre l'évolution des rendements des principales cultures au niveau des ménages.

Figure 2a & 2b. Evolution des rendements moyens des cultures principales (Source : Rapport de Revue annuelle, CRS/MG, 2007)



Pour le cas de certaines spéculations, on note une diminution en terme de rendement par rapport à l'année précédente. Ceci s'explique du fait que l'approche FFS en elle-même stipule le transfert de compétence et doit s'effectuer au niveau de la Communauté. Par la suite, des volontaires communautaires formés pendant un cycle FFS, ayant reçu des renforcements de capacité en techniques agricoles, conduisent les nouvelles de FFS. Ces volontaires encadrent à leur tour d'autres paysans et appliquent les techniques agricoles dans le but d'avoir plus d'appropriation et pour assurer la continuité du cycle.

Pour le ERI, entre 2006 et 2008, le nombre des groupes est passé de 41 à 102

Pour ADRA, cinq (5) indicateurs dont l'un (1) est un indicateur de suivi sont utilisés pour traiter la place des connaissances locales dans le cadre du programme de développement. Il s'agit des indicateurs d'impact que le programme Tantsaha collecté tout au long de sa mise en œuvre. Ils sont collectés à partir des enquêtes ménages (Magnami, 1997) conduites auprès de tous les ménages habitant la zone d'intervention. Les enquêtes ont été réalisées tout au début du programme Tantsaha et vers la fin de l'année fiscale 2006.

Tableau 2. Les valeurs des indicateurs obtenues en 2004 et 2006 (Source : Rapport d'activité annuelle, ADRA, 2006)

N°	Indicator	Unit	Baseline (2004)	Prix	FY 2006
1	Yield of Promoted crops				
	Rice	Kg/ha	2108.17		3052.89 (45%)
	Maize		1196.56		1864.144 (56%)
	Cassava		4165.82		5463.36 (31%)

		Beans		726.04	922.02 (27%)
		Sweet potatoes		4325.11	5203.6 (20%)
		Taro (cocoyam)		3761.36	4379.63 (16%)
		Vouandzou (Bambara Bean)		1147.30	1411.37 (23%)
		Peanut		1280.45	1661.11 (30%)
2	Number of months with enough household food provisioning		months	6.1	7.7
3	Percentage of farmers adopting promoted technologies		%	7.1	9.2
4	Percentage of farmers cultivating promoted crops				
		Rice		88.6	97.5
		Maize		29.9	52
		Cassava		76.9	81.1
		Beans		36	57.6
		Sweet potatoes	%	19.5	22.6
		Taro (cocoyam)		10.3	14.9
		Vouandzou (Bambara Bean)		11	26
		Peanut		12.3	19.5
5	Number of Model Farmers trained		number	-	1425

Ce tableau traduit le changement de comportement après le transfert de technologie par le biais de l'Approche FFS. Cependant, l'efficacité ne peut se traduire qu'avec les impacts ressentis par les ménages entre autre l'accroissement effectif de leur production.

D'autres résultats obtenus par l'ADRA montrent que les rendements des cultures cibles, en l'occurrence le riz, le maïs, le manioc, les haricots, la patate douce, le taro, le vouandzou et l'arachide accusent une augmentation statistiquement significative ($t(7) = 3.958$, $p = 0.007$) entre les années 2004 et 2006 (Anderson et al. 2001 ; Jayaraman, 1999).

Cette augmentation pourrait résulter de l'utilisation des techniques agricoles améliorées promues dans le cadre du programme Tantsaha. Effectivement, les taux des paysans ayant adopté les technologies vulgarisées se trouvent augmentés de 7.1% à 9.2%.

Le taux des paysans ayant adopté les cultures cibles accroissent d'une manière significative

($t(7) = 3.958$, $p = 0.005$) entre les années 2004 et 2006 (Anderson et al. 2001 ; Jayaraman, 1999). Pourtant, l'adoption de ces cultures cibles ne présente pas une grande influence sur l'accroissement des rendements ($R^2 = 0.245$).

4. Analyse des expériences

Cas du FFS

Dans le cas du FFS, l'éveil d'un esprit de cohésion sociale est constaté. Parfois les discussions menées lors des réunions hebdomadaires peuvent s'étendre sur d'autres thèmes ayant trait à la vie quotidienne ce qui encourage les paysans à chercher ensemble les solutions à leurs problèmes quotidiens.

Les expériences montrent que l'approche FFS peut être une source de plusieurs changements au niveau des communautés cibles. En effet, du point de vue socio-économique, des impacts au niveau de la communauté ont été ressentis qui sont généralement :

- le changement de comportement des agriculteurs de par l'acquisition et l'appropriation du processus d'analyse de problèmes au niveau de leurs champs ;
- l'épanouissement de la communauté de base vers l'extension de leurs exploitations et la préservation de leurs capitaux ;
- le renforcement de la cohésion sociale à travers les structures de base mises en place pour la mise en œuvre des projets de développement ;
- l'orientation davantage de la production vers le marché et ;
- l'augmentation substantielle des valeurs ajoutées (stockage de vivres à travers les greniers communautaires, valorisation des sous-produits agricoles pour l'alimentation animale).

Le FFS met en avant la connaissance locale par rapport à l'expertise technique car la réflexion de groupe est basée sur les expériences des membres qui sont issues des pratiques traditionnelles. Les apports techniques sont ponctuels pour répondre à des questions précises auxquelles les membres n'arrivent pas à répondre.

Cas du Paysan Modèle

Le transfert de compétence vers les paysans modèles s'est bien passé. Ces derniers appliquent les techniques apprises. Les paysans encadrés (godsons) démontrent une réalisation qui quelques fois égalise les paysans modèles. Une augmentation de productivité au niveau de ces derniers sont réellement constatés.

On peut noter quand même que les paysans modèles et les godsons ont du mal à augmenter la surface cultivée faute des moyens. Le transfert vers les autres paysans et l'adoption des techniques agricoles semblent aussi très lent. Il faut au moins un cycle pour les convaincre d'adopter une partie de la technique promue.

Globalement, on peut citer les résultats positifs et les difficultés rencontrées suivants :

Les résultats positifs

- Relance et renforcement de l'esprit malgache d'entraide au niveau village ;
- Émergence de groupes féminins qui sont les plus dynamiques réceptifs et les plus sérieux et durables. (Le rôle de la femme a été mise en exergue grâce à cette méthodologie étant donné que la femme est souvent mise en second ordre dans le cadre des réunions de réflexions d'où cette pro activité facilité par le FFS) ;
- Meilleure confiance en soi des paysans à travers la valorisation locale de leur expertise (des paysans ont vécu de l'agriculture depuis plus de 40 ans, ils ont acquis des connaissances authentiques et sont souvent fiers quand on les mets au devant de la scène pour le partage) ; et
- Augmentation des initiatives de recherche personnelles de la part des paysans pour améliorer les pratiques usuelles grâce à une prise de conscience que l'habitude à être encadré n'est pas toujours fondée (cas vécu dans les zones éloignés de Toamasina II et Morarano).

Les difficultés

- Points de vue différents entre le Projet et le prestataire sur l'approche FFS (l'ONG ne fait pas une différence distincte entre l'approche classique - top down - et l'approche à la base) ;
- Fausse compréhension sur l'apport du projet et l'attrait guidé par les avantages matériels des membres et de la coopérative. Une fois implantée dans l'esprit du paysan, cette erreur est difficilement résolue et entraîne le délaissement de l'esprit d'auto développement et la mentalité d'appropriation du processus (contrat et obligation = rétribution ou grosse somme d'argent) ;
- Choix des "vrais" facilitateurs pas toujours évident du à la persistance de l'égoïsme chez certains leaders qui veulent toujours s'imposer devant le groupe ;
- Régularité des rencontres handicapée par l'éloignement, et d'autres préoccupations familiales ;
- Confusion sur rôle paysans animateurs/paysans vulgarisateurs et facilitateurs au niveau associations et coopératives ;
- Rémanence de l'approche enseignant et enseignés (top down) de la part des meneurs de groupe et des membres ;
- Charges financières pour fonctionnement durable des groupes trop lourdes pour les coopératives (comment pérenniser les groupes par les moyens du bord ?).

5. Réflexions

5.1 De quoi a-t-on besoin pour obtenir l'appropriation ?

Concernant le groupe, pour être viable celui-ci devrait être constitué de membres de même affinité. Il devrait y avoir un intérêt commun qui attirerait l'intérêt de la majorité (opportunité de marché, lutte phytosanitaire qui touche une majorité) intéressant toute la communauté, aubaine à résultat palpable et rapide à la source.

Les participants sont conscients du problème et ont une ferme volonté de le résoudre, une pro activité de leur part, une prise en main spontanée des travaux de groupe et une indépendance sur le fonctionnement.

Il faut solliciter les groupes à se distinguer par leur entraide mutuelle, mais aussi de par leur résultat visible (augmentation de la production, opportunité de marché due à la venue d'un acheteur au village, etc.) et mettre en exergue que chaque action menée profiterait d'abord aux participants FFS et ensuite aux autres membres de la communauté entière si adhésion.

Les règlements intérieurs qui régissent les associations suivront car celles-ci sont indispensables au bon fonctionnement du groupe et à l'établissement d'une dynamique de cohésion sociale. Donner confiance aux paysans en leur expertise selon l'adage "farmer as expert".

Pour améliorer l'appropriation, une collaboration étroite et sincère entre les Paysans modèles (PM), les autorités locales et les leaders traditionnels sont à développer. En ce sens, les paysans formés auraient plus de crédibilité et de notoriété à l'égard de la communauté. Ils seraient également en mesure d'apporter des contributions effectives au développement de la communauté.

5.2 Les résultats réels face à ceux prévus

En terme de FFS, le taux d'adoption des technologies vulgarisées est de 9.2 % contre la valeur escompte de 13 % vers la fin de FY 2006. Cet écart traduit le fait que l'adoption des technologies vulgarisées par la masse paysanne existe, mais elle se fait à un rythme très lent. Des visites sur terrain ont permis de constater que les paysans attendent de voir des résultats palpables de l'application des technologies vulgarisées avant de se lancer à leur tour. De ce fait, l'appropriation effective des techniques agricoles améliorées se trouve sujette à la réussite de leur application contre celle des techniques traditionnelles.

I. B APPROCHE TERRITORIALE

1. Description de l'Approche territoriale

Suite aux différents efforts déployés par l'équipe de l'Unité Sécurité Alimentaire de CRS/MG, bon nombre de paysans sont arrivés à produire en grande quantité et par la suite, ont souvent rencontré des difficultés pour écouler leurs produits (mévente, prix de produits bas). Suite à cette mauvaise situation, l'équipe de CRS et ses partenaires ont essayé de trouver une meilleure issue à ce grand problème, qui est le Marketing Agricole.

Dans les interventions ayant pour but l'amélioration de la Sécurité Alimentaire des paysans participant aux projets dans les différentes zones rurales, trois stratégies ont été adoptées :

- augmentation de production par le biais du développement des pratiques agricoles (DISPONIBILITÉ) et la réduction des pertes ;
- amélioration de l'état nutritionnel des mères et des enfants en se focalisant sur la diffusion des bonnes pratiques en matière de santé et nutrition (UTILISATION);
- augmentation de revenu en s'adonnant à la recherche de DÉBOUCHÉS SURS et qui est l'axe stratégique du Marketing Agricole (ACCESSIBILITÉ).

Le principal objectif de l'activité Marketing Agricole est d'accroître les revenus issus des ventes des produits des paysans.

Pour la mise en œuvre des activités, l'approche Agro-Entreprise ou Approche Territoriale en Marketing Agricole a été privilégiée, se traduisant par la recherche de débouché avant de se lancer dans la production proprement dite : PRODUIRE CE QUI SE VEND ET NON PLUS L'INVERSE.

Pour ce faire, les activités ci-après ont été entreprises :

- Formation des paysans pour renforcer leurs capacités d'élaborer les projets agro entreprises. La séance de formation théorique est suivie de pratiques pour assimiler les acquis. Les supports imagés et écrits sont privilégiés au cours de la formation.
- Organisation de visite échanges.
- Assistances techniques, socio organisation et suivis des groupements de paysans, ainsi que les partenaires et autres fournisseurs de services techniques déconcentrés, publics et privés, ce qu'on appelle Rural Business Development Services en anglais.
- Appui à la mise en place et opérationnalisation de Centres de Services Agricoles qui jouent le rôle d'interface entre les producteurs et les fournisseurs de services en matière de diffusion/échanges d'information sur les marchés par rapport aux produits et aux activités agricoles en général – en volume et en valeur.
- Facilitation de l'accès à la Micro Finance pour les Organisations paysannes.

Ces démarches sont le reflet de la mise en place d'une base renforcée permettant aux paysans de s'assumer et d'assurer la pérennité des leurs activités sans avoir recours, à terme, aux appuis et encadrements des structures techniques de l'organisme d'appui tel que CRS, ADRA ou ERI .

Pour d'autres organismes d'appuis techniques mettant en œuvre le Marketing, l'objectif principal est aussi de vendre les produits agricoles des paysans avec un prix intéressant et un volume considérable. En effet, après avoir sensibilisé les paysans producteurs sur l'utilité de se grouper en coopératives, appelées Unités de Collecte et de Vente ou UCV, créées dans les zones d'intervention, afin de faire face aux marchés d'une part, et d'autre part, de maîtriser le prix des produits agricoles.

Outre l'assistance technique, les UCV reçoivent des formations en matière de planification, gestion financière et marketing agricole. Des voyages d'échange sont organisés au profit des membres de ces UCV, et ce, auprès d'autres coopératives dans des régions plus avancées en matière de coopérative et de commercialisation agricole. Cet échange est fait pour élargir leur horizon et leur champ de vision. Des coups de pouce sous forme d'appuis matériels sont aussi donnés: petits matériels agricoles, magasin de stockage, amélioration des pistes d'évacuation de produits vers la route principale, information sur le marché, organisation des foires agricoles, etc.

En matière de marketing agricole, l'approche territoriale a été transmise par CRS aux agents techniques de l'organisme ADRA, qui, par la suite vont former les paysans membres des UCV. L'approche a été adoptée du fait de son adéquation au contexte local. Les producteurs peuvent mener eux-mêmes des études de marchés et des négociations avec les acheteurs. Ils repèrent selon leur possibilité les marchés à cibler (produit, volume, distance et transport, exigence). Cette démarche leur permet de valoriser et

d'exploiter la connaissance acquise lors de la formation. Les techniciens ne font que donner des conseils pour optimiser la performance.

2. Mise en œuvre et suivi évaluation de l'approche

- Création de groupes d'intérêt et délimitation de territoire
 - Initiation au marketing agricole
 - Elaboration d'une monographie simplifiée
 - Confection de guide d'enquête de marché

- Enquête rapide de marché et évaluation des produits porteurs
 - Enquête de marché et rapportage des informations recueillies sur le marché
 - Sélection des opportunités de marché (rejet évident/emploi, utilisation des critères de sélection/utilisation des matrices de sélection)

- Analyse de filière et mise en place du projet agro entreprise
 - Détection des goulots d'étranglement d'une filière
 - Élaboration d'un plan d'action conjoint à court terme, et mise en œuvre de ce plan (projet)

- Renforcement des services d'appui aux paysans (RSAP)
 - Analyse des offres et demandes de services, détection des lacunes (demande hors offre ou offre hors demande de services)
 - Orientation des paysans vers les fournisseurs de services demandés
 - Élaboration de plan d'action commun en RBDS ou Rural Business Development Services

Système de suivi évaluation

- Des suivis directs sont menés par des animateurs villageois formés et ayant une certaine maîtrise de l'approche (au niveau village/localité)
- Des suivis encadrements périodiques sont effectués par les agents des Partenaires techniques ou IP (au niveau localité / Zone d'intervention de l'IP)
- Des supervisions, appuis conseils sont effectués par le staff technique de CRS/MG (au niveau de la zone d'intervention de l'IP)

Le suivi des activités sur terrain est assuré par les agents de terrain et les encadreurs UCV qui font des visites périodiques et étudient avec eux leur business plan et plan de travail annuel respectif.

3. Résultats partiels

Pendant le processus de l'Approche Territoriale (AT), les figures suivantes montrent la corrélation entre le concept AT « identification de Marché avant Production ».

Les connaissances acquises pendant les formations des paysans doivent permettre à l'adoption de ce réflexe pour pouvoir bénéficier de son impact qui est l'augmentation effective du niveau de revenu.

Pour tous les ménages formés sur l'Approche Territoriale, voici une répartition par thème du pourcentage de ceux qui ont acquis les connaissances nécessaires.

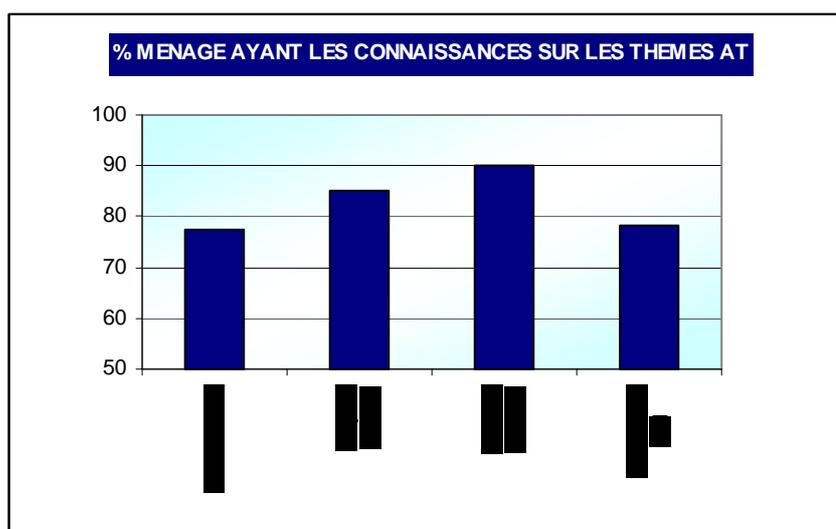


Figure 4 : Pourcentage de ménages formés sur les divers modules de l'Approche territoriale (Source : Rapport de Travail Trimestriel, CRS/MG, 2008)

Les thèmes de formation portent sur :

- l'étude monographique ou analyse du territoire;
- l'enquête de marchés et identification de l'opportunité des marchés aboutissant au choix de produits ;
- l'élaboration de Projets Agricoles Intégrés ou PAI.

Comme effet direct de l'Adoption de l'approche, voici la répartition en pourcentage de la contribution sur le revenu des ménages de vente de Produits Agricoles identifiés après enquête Marché et les autres produits agricoles disponibles. En effet, le revenu généré par les produits opportuns au niveau marché est nettement deux fois supérieur comparé à celui généré par les ventes sans identification de marché.



Figure 5 : Part des produits porteurs sur le revenu des ménages du à l'identification de marché en Approche Territoriale (Source : Rapport d'Activité Trimestriel, CRS/MG, 2008)

L'impact souhaité ou attendu est tangible, ce qui montre la pertinence et l'efficacité du processus qui est d'ailleurs la manifestation de la stratégie promue par l'AT.

Autre exemple pour illustrer les résultats des démarches d'appui :

ADRA :

- Contrat de vente: 44 contrats conclus en 2006 par les UCV
- Nombre d'UCVs créés : 20 pour FY 2006

(ADRA, 2006)

Ces indicateurs sont ceux de suivi. Ils sont collectés par le biais des fiches de suivi d'activités. Les données obtenues correspondent à la réalisation de l'année fiscale 2006.

Les membres des coopératives UCV assimilent bien l'approche. Leur capacité à faire des études de marché en témoigne. L'approche territoriale s'adapte à leur contexte car les membres des coopératives sont des paysans ayant vécu dans l'insécurité alimentaire. L'autosubsistance n'était pas encore assurée auparavant. Ils sont orientés vers l'économie de marché à présent. Le niveau d'activité commerciale n'est pas encore considérable par rapport aux grandes coopératives des autres régions mais ils sont toutefois capables de conduire eux-mêmes leurs activités commerciales de façon autonome.

L'activité de commercialisation agricole et de coopérative n'a commencé réellement qu'au début de l'année fiscale 2006. Un grand retard est enregistré à cet égard par rapport au calendrier du programme qui est actuellement en dernière phase de son existence. Cette situation ne laisse pas beaucoup de temps aux parties prenantes, d'autant plus que le marketing agricole et les activités coopératives sont des activités pionnières dans la région d'intervention.

4. Réflexions

Les membres des coopératives émergentes assimilent bien l'approche. Leur capacité à faire des études de marché en témoigne. L'Approche Territoriale s'adapte à leur contexte car les membres des coopératives sont des paysans ayant vécu dans l'insécurité alimentaire. L'autosubsistance n'était pas encore assurée auparavant. Ils sont orientés vers l'économie de marché à présent. Le niveau d'activité commerciale n'est pas encore considérable par rapport aux grandes coopératives des autres régions mais ils sont toutefois capables de conduire eux-mêmes leurs activités commerciales de façon autonome.

En général, l'activité de commercialisation agricole et de coopérative n'a commencé réellement qu'au début de l'année fiscale 2006, voire bien tardivement. Un grand retard est enregistré à cet égard par rapport au calendrier du programme qui est actuellement en dernière phase de son existence. Cette situation ne laisse pas beaucoup de temps aux parties prenantes, d'autant plus que le marketing agricole et les activités coopératives sont des activités pionnières dans la région d'intervention.

L'approche territoriale permet aux paysans producteurs d'être un acteur principal dans le marketing agricole et pour prendre en main leur intérêt économique. Elle leur confère une possibilité d'investir leurs connaissances dans le business. Pour améliorer l'approche territoriale, les accompagnements techniques et matériels s'avèrent nécessaires, étant donné que la plupart des paysans dans la zone d'intervention se trouvent dans la classe de couche vulnérable en termes de sécurité alimentaire.

4.1 Expertises techniques et connaissances locales : faut-il un équilibre ou un mixage ?

Chercher l'équilibre veut dire éviter de léser ou de favoriser une partie ou une autre. En matière de développement, le fait de valoriser la connaissance locale revient à la considérer comme étant un point de départ pour le changement et le développement ressenti par la communauté. L'expertise technique est nécessaire pour aider la communauté à améliorer la situation qui prévaut. Pourtant, le recours à l'expertise technique ne devrait en aucun cas entraver le processus du développement. Sa mise en

œuvre devrait tenir compte des contextes socioculturel et économique du milieu d'intervention afin de s'assurer de son appropriation effective au niveau de la communauté.

4.2 Selon notre analyse, quelle serait la meilleure solution pour assurer l'appropriation ?

Pour perfectionner cette approche, elle doit être accompagnée d'un appui matériel suffisant. Cet appui est surtout nécessaire pour les paysans qui comptent appliquer les techniques agricoles améliorées à grande échelle. Il vaut mieux avoir moins de paysans devenant des grands producteurs et qui vont devenir des références aux villages que de former beaucoup de monde mais qui ne pourraient pas travailler à grande échelle. Autrement dit, il est temps de penser non seulement au transfert de compétence, mais surtout **à la promotion des paysans entrepreneurs.**

Il est également important de souligner que la participation effective de la communauté lors de l'élaboration des formations serait une solution pour remédier à la faible appropriation des technologies agricoles. Il est évident que la communauté pourrait ne pas avoir la compétence technique sur les technologies améliorées. Pourtant, leur implication à l'élaboration des formations constitue déjà une étape de la démarche permettant de connaître les besoins réels des paysans en matière de formation. Cette étape accélérerait le processus de l'appropriation du fait que les paysans recevraient des formations en adéquation avec leur besoin.

I. C APPROCHE DEVIANCE –POSITIVE / FARN

1. Description de l'Approche

Déviante Positive/Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (DP/FARN)

Après l'apport de suppléments nutritionnels (distribution des vivres) du programme AAPSE (Aide Alimentaire Pour la Survie de l'Enfant), que CRS/MG avait entrepris durant la période 1998-2003, CRS/MG a orienté sa stratégie en introduisant en 2004 la « Déviante Positive/ Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle » (DP/FARN). Il s'agit à la fois d'une approche et programme dans le domaine de la santé et nutrition, elle-même en intégration avec les autres composantes agriculture et marketing agricole de son programme global de « sécurité alimentaire ».

L'approche "Déviante Positive" est basée sur le principe selon lequel les solutions aux divers problèmes auxquels font face les membres de la communauté se trouvent au sein de la communauté elle-même. Elle consiste à valoriser les connaissances, les compétences et les potentialités locales afin que la communauté ou la société elle-même puisse s'auto prendre en charge.

La réussite de cette approche se traduirait par la réduction du taux de malnutrition sur les enfants de bas âge au niveau de la communauté. En fait, la connaissance des pratiques nutritionnelles efficaces (aliments équilibrés et sains) au niveau des Hearth Model⁶ doit conduire après adoption vers une amélioration des pratiques nutritionnelles au niveau de

⁶ Hearth model ou foyer modèle

tous les ménages. Les enfants de bas âges sont les premiers bénéficiaires de ce changement de comportement qui se manifeste le plus souvent sur leur état sanitaire et état nutritionnel.

2. Mise en œuvre et suivi évaluation de l'approche

Appliquée dans le domaine de la nutrition, l'approche/programme DP/FARN consiste à identifier les bons comportements des familles, des mères ou des individus dits « déviants positifs » et de les transférer aux autres qui vivent dans les mêmes conditions de précarité afin de lutter contre les problèmes de malnutrition au sein de la communauté.

Les étapes à suivre pour la mise en œuvre de cette approche sont :

- Les visites de courtoisies auprès des Autorités administratives, religieuses et traditionnelles ;
- L'organisation d'une grande réunion de mobilisation à laquelle tous les membres de la communauté participent ;
- Le recensement exhaustif de toutes les ménages de la communauté ;
- La pesée de tous les enfants 6 à 59 mois ;
- La catégorisation de chaque enfant selon le rapport poids/âge afin d'identifier les enfants bien nourris et ceux malnutris ;
- La classification des familles des enfants selon leur situation économique (riche, moyen, pauvre) afin d'identifier les familles déviantes positives « pauvres mais ayant des enfants bien nourris » ;
- La réalisation de l'enquête déviance positive (EDP) au sein des ménages pour trouver les bons comportements ;
- La formation des volontaires communautaires et des mères volontaires elles-mêmes issues des mères déviantes positives ;
- L'élaboration des recettes issues de l'EDP ;
- Le déroulement des séances FARN pendant 12 jours avec pesée des enfants à J1 et à J12 ; et
- Le suivi des enfants en post-FARN à domicile.

Le système de suivi évaluation

- Atelier annuel des staffs santé de CRS/MG et des Coordonnateurs de Santé des 4 diocèses ciblés par le programme.
- Réunion trimestrielle des Educateurs de Santé de chaque diocèse
- Collecte de données quantitatives trimestrielles par chaque Educateur de Santé
- Collecte des données sur site par les mères volontaires et les ES (Educateur de Santé)
- Les données qualitatives ont été recueillies suite à une réunion technique annuelle des Coordonnateurs de santé (capitalisation des acquis, documentation des bonnes pratiques)
- Les Educateurs de Santé ont documenté les meilleures pratiques et en ont tiré les leçons apprises.
- Un système de gestion de base de données a été mis en place par l'équipe Monitoring/Evaluation (remplissage du registre, envoi des données mensuelles de pesée et de la situation de l'état sanitaire et nutritionnel des enfants..) ; puis compilation de ces informations par les Coordonnateurs de Santé. Envoi des données au CRS/MG pour être analysées.

3. Résultats

Après adoption de ce processus pendant la mise en œuvre de son projet, les figures suivantes illustrent les réalisations par CRS/MG en matière de Santé / Nutrition des enfants.

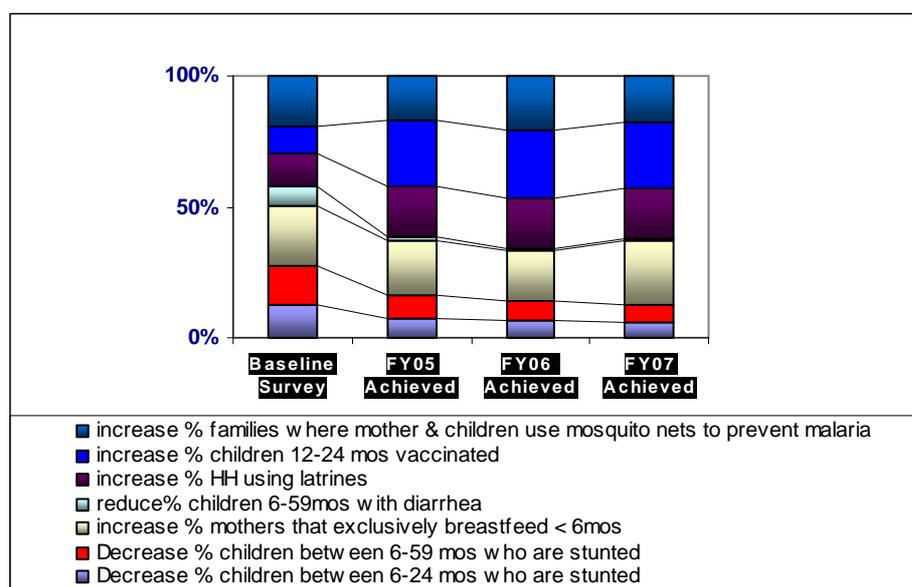


Figure 6 : Résultats de la DP/FARN (Source : Rapport d'Activité Trimestriel, CRS/MG, 2008)

Pour ce qui est de la DP/FARN, suivant les résultats affichés par cette histogramme comparative unidimensionnelle (cf : results), renforcés de surcroît par le tableau explicatif y afférent, nous pouvons affirmer que CRS/MG, avec ses partenaires de mise en œuvre, a fait un gros effort en vue d'atteindre les objectifs vers la fin du projet Felana et ce notamment en matière de santé et nutrition dont tout particulièrement dans la mise en œuvre de l'approche DP/FARN.

Indicator	Baseline Survey	FY05 Achieved	FY06 Achieved	FY07 Achieved
Children between 6-24 mos who are stunted	38.40%	26.56%	23.66%	22.17%
Children between 6-59 mos who are stunted	43.90%	30.23%	22.77%	24.69%
Mothers that exclusively breastfeed < 6mos	69.40%	73.33%	67.14%	93.54%
Children 6-59mos with diarrhea	22.40%	3.92%	1.71%	1.98%
HH using latrines	39.70%	67.29%	65.16%	73.70%
Children 12-24 mos vaccinated	29.80%	88.17%	87.01%	95.82%
Families where mother & children use mosquito nets to prevent malaria	58.90%	58.88%	70.50%	66.72%

Tableau 3 : Résultats de la DP/FARN (Source : Rapport d'Activité Trimestriel, CRS/MG, 2008)

D'après ces résultats, nous remarquons une amélioration palpable des indicateurs, à savoir :

1. une augmentation de 24.14% de la proportion des mères pratiquant l'allaitement maternel exclusif. Le résultat actuel montre même un dépassement de l'objectif fixé par le MinSanPFPs qui atteint les 93.54% ;
2. une réduction de la prévalence de la diarrhée dans les zones d'intervention qui atteint le 91.5%. C'est le bon résultat qui ait été enregistré parmi les indicateurs en matière de santé ;
3. une augmentation de la proportion de l'utilisation des latrines qui est de l'ordre de 34%. Cela est particulièrement encourageant et réconfortant étant donné les us et coutumes de la population souvent défavorables en matière de promotion de l'utilisation des latrines dans les zones où nos projets interviennent ; et
4. une augmentation du taux de couverture vaccinale des enfants de 12 à 24 mois qui est de l'ordre de 66.02%.

Il est à noter avant tout que le meilleur résultat en matière de mise en œuvre de l'approche déviance positive, est la réduction du taux de malnutrition des enfants de moins de 5 ans qui est passé de 43.90% à 24.69%.

Il est également à noter que tous ces résultats sont obtenus depuis le début du projet en 2004 jusqu'à la fin de l'année fiscale 2007 soit pour une durée de 4ans.

Si l'indicateur comme la réduction du taux de la malnutrition est directement lié à l'approche DP/FARN, d'autres le sont indirectement. Néanmoins, ces derniers donnent des résultats satisfaisants car ils sont complémentaires voire même synergiques à l'approche DP/FARN.

4. Réflexions

Les ressources humaines clé de la Déviance Positive / Foyer sont les mères volontaires et les volontaires communautaires. Les volontaires mènent des séances FARN dans un Foyer choisi d'un commun accord avec les mères participantes, en préparant la nourriture selon les recettes issues de l'Enquête Déviance Positive, en délivrant les messages simples et réalisables de suite, en supervisant les bons comportements et pratiques en matière d'hygiène, de santé, d'alimentation, de soins et de prise en charge psychoaffectifs des enfants. Elles ont été préalablement encadrées par les éducateurs et promoteurs de santé qui sont les techniciens travaillant au niveau de la communauté.

Pour le cas de DP/FARN, il faut toujours tenir compte des spécificités socioculturelles de la zone d'intervention. Il faut tenir compte également des expériences et des habitudes des communautés, principalement les us et coutumes. Ainsi, les expertises techniques

viendront en appui supplémentaire pour avoir des effets complémentaires ou synergiques en terme de développement.

IV. SYNTHÈSE DES ANALYSES ET RÉFLEXIONS

1. Limites des études

Il est important de noter que le plan de mise en œuvre et le plan de suivi évaluation de ces différentes approches n'ont pas eu pour vocation l'étude axée directement sur la valorisation des connaissances locales et l'appropriation. De ce fait, très peu de données sont disponibles pour pouvoir mieux appréhender la contribution de l'appropriation aux résultats obtenus. Il faut ainsi faire recours aux expériences vécues, qui sont par nature non représentatives des situations constatées aussi bien dans le temps que dans l'espace.

Les études menées dans cet article sont basées sur les données disponibles des trois ONG. Dans ce sens, les réflexions avancées sont plus une interprétation des effets et impacts des approches plutôt que des résultats directs obtenus à travers ces différentes approches. Par exemple, l'adoption de technique améliorée d'une culture vivrière par un groupe FFS est considéré comme l'impact d'un cycle FFS bien bouclé. Or, ceci ne peut se faire sans que les groupes n'aient approprié ces techniques améliorées. Il en est de même sur l'amélioration de la nutrition infantile qui ne se fait sans une appropriation des mères adoptantes des bonnes pratiques copiées des mères volontaires ou des ménages modèles.

2. Expertises techniques et connaissances locales : faut-il un équilibre ou un mixage ?

En matière d'Agriculture

La réussite d'une telle approche est basée sur la capacité et la connaissance de l'animateur dont la mission est de faire émerger les connaissances locales pour adapter au curriculum FFS. Le FFS met en avant la connaissance locale par rapport à l'expertise technique car la réflexion de groupe est basée sur les expériences des membres qui sont issues des pratiques traditionnelles. De cette manière, l'expérience locale est valorisée dans l'amélioration des techniques culturales pour que celles-ci soient plus productives et facilement adaptées au contexte paysan. Les apports techniques sont ponctuels pour répondre à des questions précises auxquelles les membres n'arrivent pas à répondre.

En matière de Marketing Agricole

L'approche territoriale permet aux paysans producteurs d'être un acteur principal dans le marketing agricole et pour prendre en main leurs activités en tenant compte de leurs intérêts économiques. Elle leur confère une possibilité d'investir leurs connaissances dans le business. Pour améliorer l'approche territoriale, les accompagnements techniques et matériels s'avèrent nécessaires, étant donné que la plupart des paysans dans la zone d'intervention se trouvent dans la classe de couche vulnérable en terme de sécurité alimentaire. Il est également essentiel au succès de l'approche territoriale la conviction et ainsi l'engagement à fond des membres de la coopérative à l'égard de l'appropriation du processus des ventes des produits agricoles (OECD, 2001)

En matière de Santé/nutrition des enfants

Chercher l'équilibre veut dire éviter de léser ou de favoriser une partie ou une autre. En matière de développement, le fait de valoriser la connaissance locale revient à la considérer comme étant un point de départ pour le changement et le développement ressenti par la communauté. L'expertise technique est nécessaire pour aider la communauté à améliorer la situation qui prévaut. Pourtant, le recours à l'expertise technique ne devrait en aucun cas entraver le processus du développement. Sa mise en œuvre devrait tenir compte des contextes socioculturel et économique du milieu d'intervention afin de s'assurer de son appropriation effective au niveau de la communauté.

Cas du DP/FARN

Pour le cas de DP/FARN, il faut toujours tenir compte des spécificités socioculturelles de la zone d'intervention. Il faut tenir compte également des expériences et des habitudes des communautés, principalement les us et coutumes. Ainsi, les expertises techniques viendront en appui supplémentaire pour avoir des effets complémentaires ou synergiques en terme de développement.

3. Selon notre analyse, quelle serait la meilleure solution pour assurer l'appropriation ?

Pour perfectionner cette approche, elle doit être accompagnée d'un appui matériel suffisant. Cet appui est surtout nécessaire pour les paysans qui comptent appliquer les techniques agricoles améliorées à grande échelle. Il vaut mieux avoir moins de paysans devenant des grands producteurs et qui vont devenir des références aux villages que de former beaucoup de monde mais qui ne pourraient pas travailler à grande échelle. Autrement dit, il est temps de penser non seulement au transfert de compétence, mais surtout **à la promotion des paysans entrepreneurs.**

Il est également important de souligner que la participation effective de la communauté lors de l'élaboration des formations serait une solution pour remédier à la faible appropriation des technologies agricoles. Il est évident que la communauté pourrait ne pas avoir la compétence technique sur les technologies améliorées. Pourtant, leur implication à l'élaboration des formations constitue déjà une étape de la démarche permettant de connaître les besoins réels des paysans en matière de formation. Cette étape accélérerait le processus de l'appropriation du fait que les paysans recevraient des formations en adéquation avec leur besoin.

Les ressources humaines clé de la Déviance Positive / Foyer sont les mères volontaires et les volontaires communautaires. Les volontaires mènent des séances FARN dans un Foyer choisi d'un commun avec les mères participantes, en préparant la nourriture selon les recettes issues de l'Enquête Déviance Positive, en délivrant les messages simples et réalisables de suite, en supervisant les bons comportements et pratiques en matière d'hygiène, de santé, d'alimentation, de soins et de prise en charge psychoaffectifs des enfants. Elles ont été préalablement encadrées par les éducateurs et promoteurs de santé qui sont les techniciens travaillant au niveau de la communauté.

4. L'appropriation conduit-elle à la pérennisation du développement?

Quelques années ne suffiraient pas si l'on veut qu'un changement de comportement s'opère réellement au niveau de la communauté. Néanmoins, on peut considérer que

l'adoption des techniques améliorées et les implications de la communauté locale sont des signes avant coureurs pour dire que l'appropriation commence.

Ainsi donc à travers les résultats obtenus, on peut dire que l'appropriation du développement par les communautés cibles peuvent mener à la pérennisation du développement à condition que certains critères soient remplis, à savoir :

- L'implication de la communauté dès le début de l'intervention, incluant la désignation de ses représentants. Cette étape de la démarche participative permet d'obtenir l'engagement de la communauté locale à la réalisation du projet, de la mettre au courant de la mise en œuvre du projet, et de la convaincre qu'elle fait partie intégrante du projet. Les activités du projet seraient par la suite bien accueillies par la communauté.
- La confiance en la compétence locale malgré qu'elle ne soit pas du tout du même niveau que les connaissances académiques en vigueur. Il est préférable de donner des renforcements de capacité pour les ruraux qui sont déjà bien imprégnés dans leur milieu et qui savent comment s'y prendre. Le renforcement de capacité leur permettrait d'acquérir des réelles compétences en matière d'agriculture, du fait que le transfert de l'expertise technique se ferait tout en tenant compte des connaissances locales. L'appropriation serait ainsi effective.
- La considération des paysans détenteurs de la connaissance locale, comme canal de diffusion des expertises techniques. Il est primordial de laisser les paysans s'apprendre entre eux, puisqu'il leur est facile de se communiquer entre eux. Le technicien joue seulement le rôle d'encadrement.

Le développement proprement dit d'une communauté prend plusieurs années du fait qu'il dépend de plusieurs facteurs socio culturels et environnementaux qui influent sur l'attitude et le comportement de la communauté. De ce fait, il apparaît qu'un projet de cinq ou six ans ne suffit pas à éliminer les séquelles des projets d'assistanat et d'approches top-down qui ont amoindri la confiance en soi des ruraux dont ces projets étaient l'objet.

V. CONCLUSION et RECOMMANDATIONS

Pour le CRS/MG, qui a réalisé les Champs Ecoles Paysans selon les termes préconisés à l'origine par le FAO, les 4 années de mise en pratique des FFS ont apporté des résultats satisfaisants qui touchaient plusieurs sortes de spéculations agricoles. Effectivement, il a été observé que 64% des groupements FFS ont adopté le comportement FFS après l'achèvement des cycles animés par les facilitateurs du projet, et l'augmentation des rendements vont de 50 à 80% selon les spéculations pratiquées. Pour le ERI, les résultats obtenus sont similaires avec une augmentation du nombre des groupes de 41 à 102 en 3 ans de mise en œuvre de cette approche.

L'approche « paysan modèle » de l'ADRA est une approche qui a fait ses preuves lors de la réalisation du programme titre II dans les districts de Moramanga et Anosibe An'Ala. Cette approche contribue à l'accroissement moyen (32.5 %) des rendements de cultures cibles tels que le riz, le maïs, le manioc, les haricots, la patate douce, le taro, le voandzou et l'arachide. Le taux des paysans ayant adopté les technologies vulgarisées augmente de 7.1% à 9.2%. Toutefois, le taux d'adoption escompté est de 13% vers la fin de FY 2006.

Cette différence traduit la vitesse assez lente de l'adoption des technologies vulgarisées chez la communauté. Cette vitesse d'adoption reflète le rythme d'appropriation des technologies au niveau des paysans. Il est relativement inférieur à celui escompté.

Pour ce qui est de la Déviance Positive/Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle, nous pouvons dire que les fortes mobilisations communautaires successives avec feed-back aux autorités sont à la base de la réussite de l'approche. En effet, elles font impliquer activement tous les membres de la communauté depuis les autorités jusqu'aux ménages. L'appui des ONGs d'appui est crucial dans tout le processus de mise en œuvre, notamment l'apport des staffs techniques en matière d'élaboration des recettes FARN. Il est cependant nécessaire de bien focaliser sur le suivi des enfants en post-FARN et de bien mettre en place les structures adéquates y afférentes (nombres d'éducateurs et de promoteurs de santé), bien organiser le processus d'expansion du FARN dans d'autres communautés tout en assurant le bon fonctionnement des autres déjà mis en place auparavant. Les structures décentralisées du MinSanPfPS seront aussi de plus en plus impliquées dans ce processus et joueront le rôle de coordination avec les autres approches complémentaires comme le Creni et Crena.

Pour l'approche territoriale, les résultats sont encore partiels. Toutefois, on peut dire que des étapes sont franchies, surtout le fait de se regrouper pour pouvoir mieux faire face aux exigences du marché. Des constats amènent à réfléchir sur l'importance des accompagnements techniques et des appuis matériels pour que les coopératives puissent voler réellement de leurs propres ailes. Effectivement, l'appropriation commence à se faire sentir au sein des coopératives. Mais, elle est encore insuffisante. Les membres des coopératives ont quelque fois tendance à attendre des supports supplémentaires du côté de programme. A cet égard, le programme pousse les coopératives à utiliser et à valoriser tous les atouts dont elles disposent déjà afin de pallier à cette dépendance.

Les études précédentes montrent que l'appropriation effective par la communauté pourrait être obtenue en lui impliquant davantage dans le processus de mise en œuvre du programme de développement, incluant l'élaboration des formations destinées aux paysans. C'est ainsi que les différents projets tentent de réaliser l'appropriation à travers les approches participatives. Ces approches permettraient d'avoir des paysans disponibles à assurer la diffusion des techniques améliorées d'une part, et des paysans capables d'en faire des adaptations au contexte local d'autre part. Ces adaptations devraient être faites tout en valorisant les connaissances locales, entre autres sur la nutrition des enfants de bas âges, le climat, la qualité de sol, l'environnement et le commerce qui sont le fruit de plusieurs décennies d'expériences des producteurs ruraux.

Pour conclure, le développement durable est l'affaire de toutes les parties prenantes d'un projet, mais il revient à la communauté de l'entretenir ce qui requiert une volonté d'adoption et de recherche d'autonomie.

Aux termes de cette étude, les recommandations suivantes sont émises à l'endroit des différentes parties prenantes d'un projet.

Pour les gestionnaires de projets (les bailleurs de fonds, les ONG) :

En dépit des obligations de résultats et face aux contraintes de temps et des exigences pour assurer de la qualité de leur programme, il faudrait prendre le temps :

- D'impliquer la communauté tout au long du processus de conception, élaboration, planification, mise en œuvre du projet/programme, suivi et évaluation, et même jusqu'à la clôture des projets ;
- De s'imprégner de la vie quotidienne de communauté et de s'asseoir ensemble avec celle-ci pour bien comprendre son fonctionnement et tenir compte des besoins réels ressentis et exprimés par celle-ci pour que l'intervention génère des produits pérennes au niveau de la communauté ;
- De considérer les contextes socioculturels et économiques du milieu d'intervention lors de la mise en œuvre du projet/programme de développement. Entre autre, il faudrait accorder une importance convenable à la dimension humaine (Développement humain Intégral) de l'homme vu qu'il reste le seul et principal acteur et sujet des toutes interventions ;
- De définir avant le lancement du projet les stratégies de retrait vu que ceci a été oublié dans la plupart des projets de développement ;
- De toujours allouer une ressource suffisante aux apports matériels, en plus des apports techniques, aux paysans cibles pour leur permettre d'accéder à des capitaux supplémentaires et d'effectuer ainsi un pas dans leur propre développement ; et
- De prévoir dans tout projet l'aspect socio organisationnel incluant, d'une part, les sensibilisations et mobilisations communautaires pour assurer une dynamique locale moteur de développement et, d'autre part, la mise en place de structures associatives fonctionnelles, autonomes et permanentes afin d'harmoniser et pérenniser cette dynamique sociale locale.

Pour les Communautés cibles :

En tant que principaux acteurs de développement, les communautés cibles devraient :

- Considérer leurs propres atouts notamment leurs expériences et connaissances pour être valorisées dans le développement du pays. Les leaders de la communauté devraient avoir le courage de documenter leurs bonnes pratiques, jusqu'à établir leurs propres bases de données ;
- Considérer le fait que la croissance démographique et les tendances économiques du pays, et même au niveau mondial, rendent de plus en plus difficile l'accès aux ressources productives et qu'il sera de plus en plus difficile de faire face à l'augmentation des besoins du marché sans une amélioration des pratiques agricoles en général ; et
- Selon l'adage « l'union fait la force », considérer le fait que la cohésion sociale est une force pour le développement si elle est bien structurée et organisée. En conséquence, il s'avère incontournable que tout développement passe par des actions en commun et des initiatives de groupes si l'on veut avoir des impacts notables à l'échelle villageoise puis au niveau communale. Pour ce faire, il faudrait identifier au niveau de la communauté quelques personnes leader de ces dynamiques locales et qui sachent par la suite transmettre ce leadership aux autres membres de la communauté.

Pour les techniciens vulgarisateurs :

En tant que catalyseur de développement, les techniciens vulgarisateurs devraient :

- Identifier les meilleurs moyens d'atteindre l'appropriation de la communauté dans la mise en œuvre des actions de développement ;

- Valoriser autant que possible les connaissances locales, partir sur les vécus des participants ;
- Dispenser les conseils, et les tester avec les participants pour découvrir ensemble le pourquoi des nouvelles techniques ; et
- Accorder plus de temps pour comprendre « le fonctionnement » des participants au programme (écoute attentive, partage).